

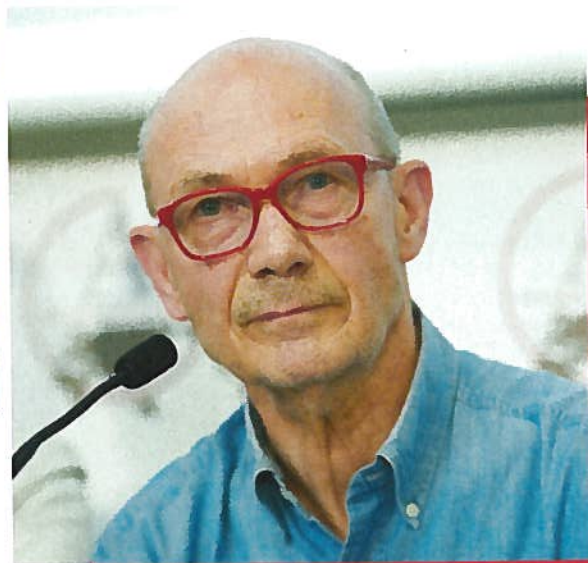


Il faut absolument réduire l'incertitude.

Benoît Cœuré, membre du directoire de la BCE.

Nous sommes partis pour cinq ans de négociations.

Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC.



Photos : Y. V. C.

BREXIT

Le brouillard britannique a obscurci le ciel d'Aix

Aux Rencontres économiques, experts, patrons et politiques ont déploré la période de flou déclenchée par le référendum britannique.

Certes, le pire a été évité. Les grands patrons, experts et politiques réunis aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence du 1^{er} au 3 juillet sont soulagés. Malgré un effondrement des marchés boursiers qui ne l'avaient pas anticipé, il n'y a pas eu de panique pouvant enclencher une crise financière. « On s'attendait à un décrochage des cours encore plus importants. La présence de la Banque centrale européenne a rassuré les marchés », nous confie Isabelle Mateos y Lago, à la tête de l'équipe de recherche de BlackRock,

premier gestionnaire d'actifs du monde (4600 milliards de dollars). « Heureusement, la BCE a tiré les leçons des crises financières précédentes », ajoute Jean-Michel Six, économiste de l'agence de notation Standard & Poor's. Son programme de rachat d'actifs est un parapluie financier pour l'Europe. »

Récession au Royaume-Uni

N'empêche, selon les observateurs réunis à ce « Davos provençal », le choc économique du Brexit sera violent, surtout pour le Royaume-Uni. En sortant de l'Union, les Bri-

tanniques font un saut dans l'inconnu, car le mode d'emploi d'une séparation – événement inédit – n'existe pas. « Il faudra au moins deux ans pour réaliser un grand nettoyage juridique, défaire toutes les relations tissées dans de nombreux programmes et organismes », rappelle Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC. Puis, entre deux et trois ans pour négocier les nouvelles relations politiques et commerciales avec le Royaume-Uni. » Un délai sans doute allongé par la totale impréparation des partisans du Brexit.

Mécaniquement, cette incertitude va plomber l'économie britannique : « Des projets d'investissement vont être stoppés ou reportés. Plus les négociations durent, plus cela sera coûteux », souligne Isabelle Mateos y Lago. « Il faut absolument réduire l'incertitude, l'indécision nous menace », a averti Benoît Cœuré, membre du directoire de la BCE. En 2017, le Brexit devrait coûter 2 points de PIB au Royaume-Uni, qui va entrer en récession, même si ses gouvernants vont rouvrir les vannes de la dépense publique.

Appel à une autre gouvernance

Beaucoup d'économistes relèvent la grande fragilité d'une économie massivement financée par des capitaux étrangers – comme un pays émergent –, dont le flux pourrait se tarir si la confiance s'effritait. Et ils s'inquiètent d'une possible dislocation, avec une sortie de l'Ecosse : « La crise politique fait peser des risques sur la stabilité, voire la viabilité du Royaume-Uni », relève Jean-Michel Six.

De l'autre côté de la Manche, l'avenir est moins sombre, mais l'impact sur la croissance atteindra tout de

« En France, le référendum sur l'Europe, c'est la présidentielle de 2017. »

Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques.

même 0,5 point en 2017. L'explication ? Marchant au ralenti, l'économie britannique va réduire ses importations, alors que la forte baisse de la livre va avantager ses exportateurs par rapport à ses concurrentes européennes. « Ce n'est pas une bonne nouvelle. Même si on récupère certaines activités dans des niches, comme la finance, l'effet sera globalement négatif », décrypte Pascal Lamy. Toutefois, l'effet de contagion poussant d'autres pays européens à lancer des référendums est jugé peu probable, notamment dans les pays d'Europe de l'Est, qui bénéficient à plein des subventions de Bruxelles. Au contraire, à Aix, certains espèrent que le Brexit va agir comme un électrochoc chez les dirigeants européens. « Ils doivent retrouver une confiance entre eux, qu'ils ont perdue. Et réformer les mécanismes de prise de décision qui ne fonctionnent pas bien », assène Benoît Cœuré. Beaucoup d'experts demandent de « reconstruire la gouvernance de la zone euro » avec un pilote (un ministre des Finances), un budget commun et un « vrai » plan d'investissement, bien supérieur à

celui de Jean-Claude Juncker. Des propositions portées par le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a livré sa vision fédéraliste : « Le Royaume-Uni nous a entraînés dans une aventure ultralibérale. Pour exister, le Marché unique européen a besoin d'un projet politique », a-t-il martelé, invitant à plus d'intégration fiscale, sociale et politique, avec la création d'un Parlement de la zone euro.

Effet paralysant des élections

Problème : ces prochains mois, c'est l'immobilisme qui risque de frapper les dirigeants européens, à cause des élections prévues en 2017 en France (présidentielle) et en Allemagne (législatives). Face à la montée des partis d'extrême droite antieuropéens, ils n'oseront pas lancer d'initiatives. Certes, pour une fois, l'Europe sera au cœur des campagnes électorales : « En France, le référendum sur l'Europe, c'est l'élection présidentielle de 2017 », relève Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques. Mais l'échéance va encore accroître cette incertitude créée par le Brexit.

Thierry Fabre

Bexley.com
QUALITY FOR MEN

100% DES MODÈLES EN SOLDES OU PROMOTIONS

Chemises à partir de **50€ 19€**

Chaussures Ville
à partir de **139€ 99€**

Chaussures Détente
à partir de **79€ 59€**

NOS BOUTIQUES

PARIS 4^e 35, bd Henri IV - PARIS 6^e 116, bd St Germain - PARIS 7^e 39, bd Raspail - PARIS 8^e 11, rue La Boétie
PARIS 8^e 76/78, av. des Champs Élysées - PARIS 8^e 4, rue Chauveau Lagarde - PARIS 17^e Palais des Congrès
BRUXELLES Galerie de la Porte Louise - MARSEILLE 6^e 32, rue Montgrand - ANNECY 7, rue Sommerer
LYON 1^{er} 20, rue Lanterne - LYON 2^e 4, rue Childebert - LYON 6^e 51, cours Franklin Roosevelt

SHOP ONLINE
WWW.BEXLEY.COM
- Leader depuis 1996 -
Chaussures, Prêt-à-porter, Accessoires

Selon les dates en vigueur - Visuels non contractuels